

Vous savez aussi bien que nous que dans le monde des hommes, les arguments de droit n'ont de poids que dans la mesure où les adversaires en présence disposent de moyens de contrainte équivalents, et que si tel n'est pas le cas, les plus forts tirent tout le parti possible de leur puissance, tandis que les plus faibles n'ont qu'à s'incliner.
Thucydide, *La Guerre du Péloponnèse*, V, 4, (89). (*Les Athéniens aux habitants de l'île de Mélos*)

Ces *Notes* ont été prises en mai et juin 2006, période calme en Cisjordanie où l'on tuait tout au plus une demi-douzaine de jeunes gens chaque semaine. Pour voir fonctionner au jour le jour la grande machine militaire-bureaucratique que l'on appelle de façon assez abstraite *occupation*, j'avais choisi trois villes, Naplouse, Kalkilyia et Hébron, sur les échos qui m'en étaient parvenus : trois cas exemplaires mais différents par leur histoire, leur situation géographique et le mode de leur clôture.

Peu après mon retour, des actes de résistance contre l'armée d'occupation ont entraîné la mise en route de la machine de guerre israélienne vexée, la dévastation de ce qui reste de la bande de Gaza puis du Sud-Liban, l'exode, les morts par centaines. Soudain, la Palestine a basculé dans le néant médiatique pour laisser place aux porte-parole

Notes sur l'occupation

de l'armée israélienne, aux attermolements humanitaires, à Mme Rice et aux géopoliticiens.

Il est une constante, un thème obsessionnel dans les propos des ministres, des présidents et des généraux de la Sainte-Alliance : punir, nettoyer, en finir avec. S'agissant de Bagdad, Bobigny ou Rafah, les différences de culture et de situation ne parviennent pas à masquer les similitudes. Aux yeux des oppresseurs, un bon opprimé est un opprimé calme et si possible silencieux. S'il se révolte, on dira selon les cas qu'il fait fi de nos valeurs, qu'il se livre à des provocations, qu'il cultive la violence gratuite ou qu'il fait partie d'une organisation terroriste. En tout cas, il a tort.

De là vient que les Palestiniens ont si mauvaise presse. C'est qu'en réalité, il n'y a pas de situation calme en Palestine : il y a la condition quotidienne de l'occupation militaire, la punition collective que subit le peuple de Cisjordanie et Gaza depuis bientôt quarante ans, parfois avec patience et ailleurs non. Il n'y a pas davantage de conflit israélo-palestinien : il y a un peuple qui résiste comme il peut aux colons et à l'armée d'occupation, malgré la complicité des « démocraties occidentales », de tous les gouvernements arabes et d'une partie de ses propres dirigeants.

Le discours dominant cherche à rendre indéchiffrable la situation réelle. Il s'agit de masquer le lien entre la destruction de Gaza, le quadrillage de l'annexion en Cisjordanie et l'invasion du Liban.

Notes sur l'occupation

Il s'agit d'occulter derrière le couple chiisme-sunnisme la terrible communauté de destin entre le peuple du Sud-Liban et le peuple palestinien. Par-dessus tout, il s'agit de dissimuler que l'origine des ravages actuels au Proche-Orient ne se trouve ni en Iran, ni en Syrie, ni dieu sait où – qu'elle est enclose dans cette marmite palestinienne sous pression, dont j'ai cherché à rendre dans ces *Notes* la température et la tension.

Août 2006

I. Naplouse

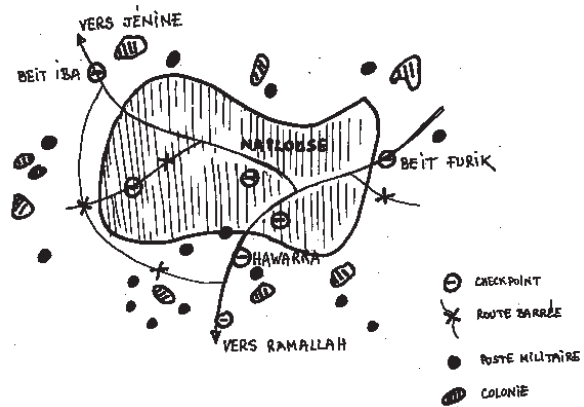
Sur la route de Ramallah à Naplouse, le check-point pour entrer dans la ville est désert de nuit. On laisse passer qui veut du côté des méchants. La mauvaise réputation de Naplouse ne date pas d'hier : à la fin des années 1930, à l'époque de la révolte arabe, on chantait déjà «Naplouse ville des savons, Naplouse ville des gâteaux, Naplouse refuge des résistants». Depuis qu'au début de l'Intifada les médias en ont fait un «nid de terroristes», la ville est punie par les forces d'occupation d'une manière qui n'a guère d'équivalent en Cisjordanie ni même ailleurs : sans mur ni barbelés ni miradors, Naplouse est encerclée.

La ville est située au fond d'une profonde vallée. Aux deux extrémités, les grands axes routiers sont barrés par des checkpoints, Hawarra au Sud, sur la route de Ramallah et Jérusalem, et Beit Iba sur l'issue du Nord-Ouest vers Kalkilyia et Jénine. Parmi les routes secondaires qui mènent aux villages voisins, les unes sont contrôlées par l'armée (sept checkpoints répartis autour de la ville) et les autres sont fermées par des cubes de béton, des barrières métalliques ou,

Notes sur l'occupation

pour les plus étroites, par des monticules de terre ou des tranchées.

Depuis la terrasse de Y., qui sera mon hôte et mon pilote à Naplouse, on distingue dans l'obscurité, sur les sommets des deux montagnes qui dominent la ville, les lumières et les hautes antennes



de camps militaires israéliens. Sur les pentes, entre les derniers immeubles et les camps, une large zone de sécurité sans habitations ni végétation, éclairée par des projecteurs, permet de tirer à vue sur celui qui tenterait par là une sortie sauvage pour éviter les points de contrôles routiers.

Les moins de trente ans sont refoulés systématiquement aux checkpoints. (Actuellement. À d'autres moments, seuls peuvent passer les jeunes de moins de seize ans et les hommes mariés de

Naplouse

plus de cinquante.) Si bien que depuis la réoccupation de la Cisjordanie au printemps 2002, beaucoup des 160 000 Naboulsis ne sont jamais sortis de la ville.

Dans la vieille ville (la Casbah), au fond de la vallée, les destructions d'avril 2002 ne sont pas d'une seule tenue mais nombreuses et disséminées dans un tissu urbain massif que même les bulldozers blindés ne pouvaient pas démolir de façon extensive comme au camp de Jénine. Ce sont les bâtiments les plus vénérables que l'on a fait sauter à la dynamite : devant les trous dans le bâti, on m'indique qu'ici était un caravansérail, là une savonnerie traditionnelle, là encore une maison illustre depuis des siècles. Par endroits, au milieu des gravats, des plaques indiquent que des institutions internationales vont s'efforcer de réparer les dégâts. En réalité, les destructions continuent tous les jours : à chaque « incursion » nocturne de l'armée, les véhicules que les Naboulsis appellent des jeeps mais qui sont en fait de gros *command-cars* grillagés et blindés foncent à travers les ruelles et les marchés en cassant tout sur leur passage. Les dégâts, les traces de balles sont visibles à chaque pas. Les murs sont couverts de portraits des « martyrs » [je n'aime pas ce mot]. Certaines affiches sont presque effacées par le soleil, d'autres datent peut-être de la semaine dernière. Les gens d'ici affirment avec fierté que leurs morts sont plus

Notes sur l'occupation

nombreux que ceux de Jénine et que 20 % des 10 000 prisonniers détenus en Israël sont originaires de la région.

Le matin à 7 heures, une radio locale émettant depuis l'université An-Najah donne des nouvelles de la ville : météo des checkpoints, « incursion » de l'armée pendant la nuit dans le camp de réfugiés de Balata – la banlieue – ou dans la vieille ville... Le ton du présentateur est souvent goguenard. Ce matin (31 mai) : « *Sabah el Kheir* (bonne journée) à tous les habitants de Naplouse. Bonne journée aussi aux marchands de bonbonnes de gaz qui profitent de la pénurie pour augmenter leurs prix de 35 à 45 shekels [un shekel vaut un peu moins d'un cinquième d'euro]. Bonne journée, à eux et à tous les exploiters du peuple palestinien ! »

Y. qui me donne l'hospitalité est Français, mais Naplouse est pour lui une seconde patrie. Il a fondé Darna (« Notre maison »), qui abrite et guide une quarantaine d'associations de la ville et des camps de réfugiés du voisinage. L'une organise l'enseignement de l'anglais par des volontaires de passage, une autre aide les enfants des camps à organiser des expositions de dessins, d'autres encore travaillent à la réparation des maisons démolies, à établir des liens entre la jeunesse de Jérusalem-Est et celle de Cisjordanie... À Darna, rien ne ressemble à une ONG, ni hauts

Naplouse

salaires, ni 4×4, ni visites d'officiels, ni baroudeurs d'opérette : c'est un lieu de résistance. Y., dont la langue maternelle est l'arabe, traverse matin et soir à pied une ville où presque chacun le salue – un poisson dans l'eau comme disait Mao.

En dehors des périodes d'affrontement aigu, l'armée d'occupation n'entre pas dans Naplouse de jour. Quand un véhicule militaire s'y risque, les pierres volent instantanément. Mais chaque nuit, les soldats font des « incursions », tantôt dans la vieille ville qui est un labyrinthe propice aux proscrits, tantôt dans l'un ou l'autre des deux grands camps de réfugiés, Balata et Askar. Chaque nuit, on entend des tirs, boum-boum des armes lourdes israéliennes, tac-tac des fusils palestiniens. Les Naboulsis raisonnables ne sortent pas après 11 h du soir car il ne fait pas bon, paraît-il, croiser les groupes des forces spéciales, habillés comme des Palestiniens, qui préparent leurs opérations – kidnappings, assassinats ciblés. Il y a couvre-feu de fait.

Balata, Hamas 1. Au sud-ouest de la ville, ce camp abrite, si l'on peut dire, 20 000 réfugiés ou descendants de réfugiés de 1948, originaires pour la plupart des régions de Jaffa, de Lydda, de Haïfa. S., membre Hamas du comité du camp, nous reçoit. – *Quelles sont les relations du camp avec la société de Naplouse ?*

Notes sur l'occupation

– Elles sont bonnes, car nous partageons avec les gens de la ville les mêmes difficultés et nous avons les mêmes buts. [Suit un long développement sur l'unité dans la résistance, un échantillon de ce qu'Amira Hass appelle « *heroic blabla* ».]

– *Je pose cette question parce que l'an dernier, j'étais à Ramallah et j'ai cru comprendre que la relation entre la population de la ville et celle du camp de Al Amari n'était pas bonne du tout. Alors, ici ?*

– Oui, il y a conflit entre le camp et la ville. Les gens de Naplouse ne se sentent pas du tout concernés par le camp, ils ne voient pas pourquoi ils doivent nous faire de la place, payer notre eau et notre électricité. Et surtout, le niveau militant est beaucoup plus élevé dans le camp que dans la ville. Beaucoup nous considèrent comme des extrémistes, des gens dangereux qui leur attirent des ennuis.

– *Est-ce que le fonctionnement du camp repose totalement sur l'UNWRA, [l'agence de l'ONU qui s'occupe des réfugiés depuis 1949] ou bien y a-t-il une aide de la municipalité de Naplouse ou de l'Autorité palestinienne ?*

– Jusque dans les années 1980, l'UNWRA couvrait tous nos besoins, éducation, santé, etc. Ce sont eux qui ont créé l'adduction d'eau et les réseaux d'égouts du camp. Ils servaient même des repas à midi pour les enfants dans les écoles. Leur aide a beaucoup baissé au moment de la guerre du Liban. Aujourd'hui par exemple, la couverture santé n'est

Naplouse

que partielle, les gens doivent compléter à hauteur du quart ou de la moitié des dépenses médicales. L'apport de nourriture se borne à des distributions d'urgence de temps en temps.

Pour ce qui est de la mairie, elle nous fournit l'eau et l'électricité et elle fait ramasser les ordures que nous déposons à l'entrée du camp.

– *À quoi attribuez-vous cette baisse de l'aide de l'UNWRA ?*

– Les principaux bailleurs de fonds de l'UNWRA sont les États-Unis. Ils ont beaucoup diminué leur contribution pour des raisons politiques, pour faire pression sur les réfugiés, pour nous rendre plus dépendants, plus vulnérables.

– *Comment un camp comme Balata participe-t-il aux élections en Palestine ?*

– Les réfugiés ne participent pas aux élections locales, à Balata pas plus que dans les autres camps de Palestine. Mais nous votons et nous pouvons nous présenter aux élections législatives. Dans le parlement qui vient d'être élu, il y a deux députés qui viennent du camp (pas élus par le camp, mais originaires du camp) : une femme, députée du Hamas et un député élu sur la liste nationale du Fatah.

– *Que s'est-il passé ces jours derniers dans le camp ?*

– Pendant la semaine écoulée, trois jeunes ont été tués, et d'autres ont été blessés ou arrêtés.

– *C'est une semaine ordinaire ?*

– Oui.

Notes sur l'occupation

Nous sortons faire un tour dans le camp, qui ressemble aux autres que je connais : un quartier périphérique de la ville, plus misérable que les rues misérables qui y conduisent. Beaucoup de dégâts causés par les bulldozers et les chars, des traces de balles sur tous les bâtiments.



– (en marchant) *Est-ce que le boycott du gouvernement Hamas a un retentissement sur le niveau de vie du camp ?*

– (gentiment) Ce n'est pas le gouvernement du Hamas, c'est le gouvernement élu du peuple palestinien. Sur le niveau de vie, oui, indirectement : il y a dans ce camp au moins

mille employés de l'Autorité, qui ne perçoivent pas leur salaire depuis trois mois.

– *Vous êtes né ici ?*

– Oui, mais ce n'est pas ma terre natale. Ma terre natale, c'est Jaffa. Avant de mourir, mon père m'a donné la clef de sa maison, là-bas.

Sur l'un des sommets dominant Naplouse, un monument inattendu : une réplique grandeur nature de la villa Rotonda de Palladio. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il ne s'agit pas de

Naplouse

la fantaisie d'un riche marchand anglo-turc du XIX^e siècle : elle a été construite récemment par l'héritier milliardaire d'une grande famille naboulsie, les Masri. L'argument, vraisemblable, était que le lieu risquait d'être investi par l'armée. Le milliardaire en question a fait don de sa villa à Yasser Arafat pour servir de résidence aux hôtes de marque de la Palestine.



Hamas 2. Je demande à H., qui travaille au centre culturel français, si c'est à cause de la mairie Hamas qu'il n'y a aucun cinéma à Naplouse. Pas du tout ! Ce sont les brigades Al-Aqsa qui ont brûlé

les trois cinémas de la ville. Mais ce sont des laïques ? Non, ce sont des voyous. Ils sont les seuls que l'on voit avec des armes dans la rue. Dans chaque quartier, il y a une brigade, composée de gens dangereux et même pas de vrais résistants d'Al-Aqsa, qui sont morts ou en prison. En Cisjordanie au moins, le Hamas ne parade pas dans les rues, et surtout pas en armes. Il n'est pour rien dans l'interdiction de l'alcool et des spectacles. La mairie n'a fait aucune difficulté au centre culturel pour les concerts et les projections de films, au contraire.

Notes sur l'occupation

Le Hamas a récolté ici 77 % des voix aux élections municipales, 13 sièges de conseillers municipaux sur 15. Rien à dire de mal sur la personne du maire – qui est le concessionnaire Mercedes à Naplouse : il y a quelques semaines, quand un jeune Allemand de Darna a été brièvement enlevé, il est venu voir les étrangers du centre, tout seul, et il leur a dit : « Restez avec nous. Si vous ne vous sentez pas en sécurité, venez habiter chez moi. » Pendant ce temps, Médecins sans frontières et Médecins du monde pliaient bagages dans leurs gros 4x4.

Avant mon départ, Michel Warschawski m'expliquait que lorsqu'on parle du « raz-de-marée Hamas », on oublie que les élections législatives palestiniennes se font par deux scrutins, l'un à la proportionnelle sur liste nationale et l'autre majoritaire local (comparable au scrutin d'arrondissement en France). À la proportionnelle, le Hamas n'a gagné qu'à une faible majorité. C'est sur les élections locales qu'il l'a emporté largement : les Palestiniens ont rejeté un par un les candidats du Fatah. Parmi celles et ceux que j'ai rencontrés, plusieurs m'ont dit qu'ils étaient « plutôt Fatah », ou même « Fatah par conviction », mais qu'ils avaient voté Hamas cette fois-ci pour ne plus revoir tel notable Fatah, collaborateur et corrompu notoire.

Vu sur une affiche électorale dans la rue : le candidat pose devant un avion. C'est un vieux cadre du Fatah qui a été pendant un temps responsable

Naplouse

de l'aéroport de Gaza. Il a mené campagne sur le thème : j'ai fait pas mal d'argent, alors autant voter pour moi plutôt que pour des nouveaux qui puiseront dans la caisse.

Solidarité clanique. Le matin, en sortant de l'immeuble, nous saluons le préposé à la propreté du bloc de maisons. Y. m'explique que sa femme suit des cours à l'université An-Najah, qui est payante : plus de 500 shekels [une centaine d'euros] par trimestre. Ils ont deux enfants. Ils ne peuvent survivre que parce qu'ils ont de la famille à l'étranger, en Jordanie ou dans le Golfe, qui leur envoie de l'argent. Même dans les camps de réfugiés, les clans des villages expulsés en 1948 se sont reconstitués : à Balata, on trouve le quartier « famille N » ou « famille Z ». C'est l'une des principales raisons pour lesquelles la Palestine – et Naplouse encerclée en particulier – ne plonge pas dans la misère. Pendant la campagne électorale, quand le Fatah a cherché à effrayer les gens en leur disant : « Si vous votez Hamas, vous n'aurez plus d'aide internationale », ils s'en moquaient parce qu'ils n'en ont jamais vu la couleur, et qu'ils subsistent grâce à la solidarité du clan. A., qui vient de temps à autre boire un whisky sur la terrasse de Y., s'est fait une spécialité de relancer les familles à l'étranger au nom des plus pauvres. Peu importe qu'il s'agisse de lointains cousins, l'aide à ceux qui sont restés au pays est une obligation.

Notes sur l'occupation

On la retrouve à un niveau plus élevé. Un « grand bourgeois » qui habite le même immeuble que Y. – chemise rayée impeccable, chaussures noires cirées – fait partie d'une famille qui a construit une ville entière en Arabie saoudite et qui a des biens en Jordanie. Il est le seul à être resté à Naplouse. Les autres lui envoient de l'argent pour qu'il puisse faire tourner sa menuiserie, même à 30 % de ses capacités, et faire vivre une trentaine d'ouvriers et leurs familles.

Dans le centre, nous rendons visite à deux négociants, l'un qui commercialise des produits de l'agriculture locale (huile, sirops de fruits), l'autre du chocolat. Tous deux travaillent dans des bureaux modernes, climatisés, équipés d'ordinateurs récents. Y. les conseille pour organiser leurs exportations en passant par la Jordanie et non plus par Israël. Ils pourraient, me dit-il, gagner vingt fois plus ailleurs en vivant mieux, mais ils ont fait le choix de rester à Naplouse. Ce ne sont pas des politiques, mais ils tiennent à leur ville.

Un héros de notre temps. Dans les années 1970, Bassam Chaaka était maire de Naplouse. Après que les forces d'occupation eurent tout essayé pour le faire fléchir, on a fini par placer une bombe dans sa voiture. Cet attentat qui l'a rendu mondialement célèbre lui a coûté ses deux jambes. Il raconte.

Naplouse

« Je suis né dans une famille aisée, où personne ne s'intéressait à l'agriculture. J'étais le seul parmi mes frères et sœurs à passer du temps avec les ouvriers qui cultivaient nos terres. C'est par là que j'ai commencé à m'intéresser à la cause de la Palestine. Au moment de la Nakbah, en 1948, j'avais dix-sept ans, j'étais au collège. J'ai laissé tomber les études et j'ai rejoint les combattants palestiniens. Après la défaite, la conscience du complot passé entre le roi Abdallah et l'État d'Israël [l'attribution de la Cisjordanie à Abdallah en échange de la quasi-absence de l'armée jordanienne dans la guerre de 1948, sauf à Jérusalem] et l'attitude des pays occidentaux m'ont poussé à m'inscrire au parti Baas qui était à cette époque le parti de l'unité arabe.

Entre 1954 et 1957, nous avons réussi à rendre caduc le pacte de Bagdad qui faisait de l'Irak une véritable colonie, nous avons lutté contre la collusion jordano-britannique. Nous avons fait élire en 1955 des députés au parlement jordanien [de 1949 à 1967, la Cisjordanie était sous contrôle jordanien] et nous avons poussé le gouvernement à renforcer l'alliance avec l'Égypte et la Syrie. Mais ce début d'unité n'était pas à la hauteur des manœuvres des Occidentaux et des Israéliens. À la fin des années 1950, le roi Hussein [monté sur le trône de Jordanie après l'assassinat de son grand-père, le roi Abdallah] est entré dans l'orbite américaine et a déclenché la répression contre les partisans

Notes sur l'occupation

démocratiques. Beaucoup d'entre nous ont été mis en prison ou liquidés. Je suis entré dans la clandestinité et, de 1957 à 1959, j'ai continué à travailler avec les cellules du parti, ici, entre les villages et la ville de Naplouse.

En 1959, avec plusieurs camarades de la région, nous avons participé au congrès du parti Baas à Beyrouth et là, nous nous sommes rendus compte que certaines forces allaient dans le sens d'une scission du parti : il y avait les pro-nassériens et ceux qui voulaient rompre avec Nasser. Nous, nous pensions que ce qui était important, c'était l'unité arabe. Au moment de la scission entre branche syrienne et branche irakienne, nous avons quitté le parti Baas et nous avons continué à militer de l'extérieur pour l'unité. De 1959 à 1961, je suis resté avec quelques camarades en Syrie : nous ne pouvions plus rentrer en Palestine par la Jordanie, tout était bouclé, nous étions pourchassés. En Syrie, nous avons travaillé sans cesse pour que le parti retrouve son unité, mais assez vite j'ai été mis en prison : on est venu me chercher à l'hôpital où ma femme, militante du parti elle aussi, venait d'accoucher. Nous avons été expulsés du pays et nous nous sommes retrouvés réfugiés politiques au Caire, où je suis resté trois ans. Ensuite, le roi Hussein a prononcé une amnistie et j'ai pu revenir ici.

En 1966, les Jordaniens m'ont une nouvelle fois mis en prison avec trois de mes frères, après

Naplouse

l'attaque du village de Samour par les Israéliens. J'étais connu comme militant qui défendait l'autonomie de la Palestine, ce qui était interdit à l'époque. En 1967, au moment de l'occupation de la Cisjordanie par les Israéliens, j'ai été parmi les premiers à former des comités populaires pour la résistance. Les Israéliens m'ont pris et voulaient m'expulser vers la Jordanie mais mon oncle, qui était maire de Naplouse à l'époque, est intervenu pour l'empêcher. Depuis 1967, j'ai toujours milité pour l'unité de la Palestine, pour la reconnaissance de l'OLP comme organe représentatif, et contre ce que proposaient les Israéliens, c'est-à-dire un protectorat palestinien en Cisjordanie. Ce que signifiaient les accords d'Oslo – un gouvernement palestinien pour faire la politique israélienne – je l'ai toujours refusé.

En 1976, les Israéliens ont accepté la création de conseils municipaux en Cisjordanie pour appliquer leur politique. J'étais plutôt partisan de boycotter ces élections mais j'ai cédé à la pression de mes camarades : nous avons participé et nous avons gagné la municipalité de Naplouse. Dans toute la Cisjordanie et à Gaza, nous avons remporté un certain nombre de villes, sur des listes appelant à l'unité nationale et au rejet de la collaboration. Nous avons réussi à faire échouer le projet israélien d'un mini-État palestinien qui leur serait soumis. Au moment des accords de Camp David [les accords de paix entre Israël et l'Égypte en 1978],

Notes sur l'occupation

la pression était très forte pour la création d'un tel État. Nous avons organisé la résistance, avec les partis, les syndicats, les associations, et les Israéliens n'ont pas pu imposer leur loi. Nous avons tout fait pour organiser ici une économie qui ne soit pas dépendante d'Israël, en lançant une campagne d'électrification de Naplouse et de la région, en créant notre propre compagnie des eaux...

Il existait 1200 ordres et règlements militaires en Cisjordanie : nous n'avons obéi à aucun d'entre eux. Par exemple, on nous avait interdit de construire des écoles : nous avons construit des écoles. L'argent de la municipalité devait passer par une banque israélienne : nous avons refusé, pas un sou n'est allé en Israël.

À la suite de cette action à la municipalité, les Israéliens ont commencé à faire pression sur moi en menaçant ma famille. L'une de mes filles a été mise en prison. Le gouverneur militaire est venu me voir et m'a dit : "Pourquoi ne pas m'avoir dit que c'était votre fille qu'on a arrêtée ?" Je lui ai répondu : "Vous croyez que c'est la seule jeune fille en prison ? Il y a des dizaines de jeunes filles dans vos prisons." Mon fils a été lui aussi emprisonné pendant trois mois, après quoi on lui a proposé de payer une amende pour sortir. Il a refusé, il est resté en prison. Nous avons une savonnerie à Naplouse : les Israéliens ont empêché qu'on nous livre de l'huile, ils ont bloqué nos comptes dans

Naplouse

une banque jordanienne. Les amis qui venaient me voir étaient harcelés, eux et leur famille, pour le seul motif qu'ils me rendaient visite.

En 1979, les Israéliens m'ont arrêté et ont décidé de m'expulser du pays. Un grand mouvement unitaire s'est déclenché : les dirigeants des associations, des clubs sportifs, de la chambre de commerce, des partis, des syndicats, les membres des conseils municipaux ont menacé de donner collectivement leur démission. Les Israéliens ont dû renoncer à m'expulser. Ils m'ont proposé de me laisser vivre tranquillement si je donnais ma démission de maire. Je leur ai dit de demander l'avis du conseil municipal. La Croix-Rouge devait m'accompagner dans mon expulsion. Je leur ai demandé s'ils n'avaient pas honte d'être complices d'un crime de guerre – ils se sont excusés. Finalement, j'ai mené une grève de la faim de 14 jours, et l'armée m'a relâché.

À cette époque, le ministre israélien de la Défense, Ezer Weizman, m'a menacé de représailles physiques sur ma personne. Je lui ai demandé quelles raisons il avait pour cela. Il m'a répondu que j'étais à l'initiative de la première manifestation contre la création de colonies en Cisjordanie. Je lui ai demandé qui enfreignait la loi : ceux qui créaient des colonies illégales dans un territoire occupé ou ceux qui manifestaient contre cette création. Mais je savais, j'avais le pressentiment que j'allais être tué.

Notes sur l'occupation

Six mois plus tard, ils ont mis une bombe dans ma voiture. Après l'explosion, je suis sorti en rampant et j'ai dit à un passant d'appeler ma femme, mais le téléphone de la maison et celui de l'hôpital étaient coupés. J'ai été ramassé par une voiture civile, c'est ce qui m'a sauvé. On pensait que j'allais mourir, les médecins disaient qu'il valait mieux me laisser finir en paix. Finalement, on m'a amputé au niveau des deux cuisses. Quand je me suis réveillé, j'ai engueulé les médecins qui ne voulaient pas que les journalistes viennent me voir : j'ai donné ma première interview à peine sorti de la salle d'opération.

Pendant ma convalescence, je suis venu passer une semaine en France avec d'autres maires palestiniens. Nous avons été très bien reçus, nous avons tenu un meeting à la Mutualité qui a été un grand succès, malgré les militants sionistes qui ont essayé de l'interrompre. Quand je suis rentré à Naplouse, une mer humaine m'attendait. J'étais toujours maire, contrôlé 24 h sur 24 par les services israéliens. Personne ne pouvait venir nous voir sans qu'on fasse une enquête sur lui – même le consul d'Angleterre : les soldats ont menacé de le faire sortir de chez moi de force et ils l'ont interrogé dehors devant la porte pendant vingt minutes. En rentrant, il était tout pâle !

Ce calvaire a duré des années. À l'époque, j'avais des prothèses, et quand je sortais je marchais entouré de policiers en civil. Celui qui me disait

Naplouse

bonjour, ils le frappaient devant moi. Finalement, en 1982, les Israéliens ont dissous le conseil municipal. Les employés se sont mis en grève, ils refusaient de travailler sous les ordres d'un gouverneur militaire. En 1986, à la suite de pourparlers avec Arafat, la municipalité a été confiée à la chambre de commerce de Naplouse. C'étaient les prémices des négociations d'Oslo.

– À quel moment s'est enclenché le processus qui a abouti aux accords d'Oslo ?

– Au moment de Camp David, en 1978, avec la visite de Sadate à Jérusalem. C'est alors que nous avons décelé les premiers signes d'un accord entre certains dirigeants palestiniens et les Israéliens. Mais ils étaient encore obligés de se cacher, car le comité exécutif de l'OLP était opposé à de tels contacts. En 1982, après l'invasion du Liban, les prémices étaient plus claires : il s'agissait de donner aux Palestiniens une certaine autonomie, en échange de quoi on appliquerait la politique israélienne. Quand nous avons compris ce qui se tramait, nous avons envoyé à la fin des années 1980 un message du conseil municipal de Naplouse au comité exécutif pour demander la démission d'Arafat.

Ni la direction de l'OLP ni même celle du Fatah n'étaient au courant des négociations d'Oslo. C'étaient des accords secrets passés dans le dos du peuple palestinien, et aussi des peuples arabes.

– Qu'est-ce qu'il aurait fallu faire à ce moment-là ?

Notes sur l'occupation

– Il ne fallait pas faire de concessions, il fallait tenir notre route. En baissant les bras, on n'a rien obtenu, et c'est normal. Le pseudo-processus de paix a accéléré la colonisation de la Cisjordanie et aggravé la répression. Avant Oslo, les Israéliens avaient en face d'eux un peuple de résistants, ils ne pouvaient pas tout se permettre. Oslo a démobilisé le peuple.

– *Que pensez-vous de l'action conjointe des gens des villages et des activistes israéliens autour du mur ?*

– On ne peut que saluer l'action de ces Israéliens. Je les respecte, j'ai des amis parmi eux. Mais à l'échelle de la population, ça ne représente presque rien. C'est l'extrémisme qui gagne du terrain en Israël. La société israélienne était plus ouverte il y a dix ans que maintenant. Je pense que ces petits groupes servent surtout la machine médiatique israélienne, en montrant qu'il y a toute liberté dans ce pays pour manifester son opposition. Leur forme de lutte reste très symbolique et pas sérieusement dangereuse pour l'État. Et il faut reconnaître aussi que notre propre faiblesse médiatique ne nous permet pas d'utiliser ces mouvements pour notre propre cause.

– *Pourquoi n'y a-t-il jamais de voix palestinienne en direction du monde extérieur, qui tend l'oreille, qui attend ?*

– C'est que nous avons une résistance sans politique. L'Autorité palestinienne est opposée à la résistance. Avant Oslo, le monde comprenait notre

Naplouse

position parce que résistance et politique allaient de pair. Maintenant, nous avons contre nous non seulement Israël et les Américains, non seulement l'ensemble des pays arabes, mais aussi une partie des dirigeants palestiniens.

– *Pensez-vous que l'attitude actuelle du Hamas, qui refuse la négociation, représente une chance de revenir à une vision plus juste de la résistance ?*

– J'ai un ami à Nazareth, qui est chrétien. Je pensais qu'il allait être catastrophé par la victoire du Hamas. Pas du tout, il était très content : "Pour une fois, nous allons avoir des Palestiniens qui disent non !" La réaction des Occidentaux [le boycott du gouvernement], est normale : ils se rendent compte que l'engrenage des concessions à n'en plus finir est menacé, que l'hémorragie risque de s'arrêter. C'est pourquoi on voit Abou Mazen, la main dans la main avec Israël et les Américains, faire tout ce qu'il peut pour abattre le gouvernement du Hamas. Dans les négociations inter-palestiniennes actuelles [entre Hamas et Fatah], j'ai envoyé une lettre pour marquer ma totale opposition avec les positions d'Abou Mazen. J'écrivais : "Après plus de quinze ans de négociations [d'Oslo], quels droits nationaux notre peuple a-t-il obtenus ? Le résultat final a été décidé entre le pouvoir occupant et le parrain de ces négociations, les États-Unis, dans un courrier adressé par George Bush à Sharon après leur sommet du 14 avril 2004 – courrier que notre peuple qualifie

Notes sur l'occupation

de nouvelle déclaration Balfour. Ce courrier mettait un terme définitif à l'illusion de pouvoir instaurer un État palestinien au moyen de négociations. C'est pourquoi je demande à tous ceux qui participent à ce dialogue interpalestinien de relire ce document pour se convaincre que des négociations de type Oslo ne peuvent mener à rien, même si certains continuent à s'y cramponner, oubliant que notre peuple rejette l'idée de négocier, comme l'a montré le résultat des élections législatives."

– *Si vous aviez à vous définir politiquement, quel mot choisiriez-vous ?*

– Citoyen. »

Chaque bloc de maisons a dans la rue sa grande poubelle collective en tôle, qui sert souvent de support à des graffitis. Par exemple : *Palais Royal Jordanien*.

Nouvelles du matin (3 juin) sur Radio Najah : hier soir, les soldats ont pénétré dans l'hôpital de Naplouse et ont enlevé un blessé. En réponse, les Palestiniens ont attaqué cette nuit le camp militaire sur la colline qui surplombe notre immeuble (de fait, les tirs paraissaient plus proches que d'habitude).

Les États-Unis menacent de sanctions les banques qui accepteraient de transférer des fonds de l'étranger au gouvernement palestinien.

Naplouse

L'Arab Bank, qui fait fonction de banque centrale en Palestine, bloque le versement au gouvernement élu des fonds correspondant à la TVA. Il est clair pour tous mes interlocuteurs que la présidence Fatah, les Américains et les Israéliens organisent la pénurie – hier l'essence, aujourd'hui les bonbonnes de gaz – pour susciter un mouvement populaire contre le Hamas. *Al Qods*, le principal journal palestinien, publie en première page une photo de foule avec en légende : « À Gaza, policiers et militaires manifestent contre la mauvaise gestion de la crise par le gouvernement Hamas. » On pense à la grève des camionneurs au Chili, à toutes les manœuvres orchestrées par la CIA qui ont prélué à la chute d'Allende.

Un fou de savon, un fou de livres. Pour parvenir à Beit Furik, petit village au nord-est de Naplouse, on passe par un checkpoint de campagne dont le franchissement est soumis aux caprices de soldats qui s'ennuient. B. nous attend sur le seuil de sa petite usine. Ses parents, qui possédaient une savonnerie traditionnelle en ville, l'avaient forcé à faire des études, mais une fois passé le dernier examen, il leur a apporté en cadeau son diplôme encadré et leur a annoncé que ce qui l'intéressait, c'était de faire du savon. Après que l'entreprise familiale dans la vieille ville eut été détruite trois fois par l'armée, il a décidé de s'établir ici, à Beit Furik. Toutes les machines sont fabriquées

Notes sur l'occupation

par lui, copiées sur des modèles italiens et israéliens. C'est un expérimentateur, qui invente toutes sortes de savons, au citron, au miel, à la figue... Il travaille avec des coopératives israéliennes – communistes, nous dit-il, mais pas seulement. C'est lui qui produit une bonne partie des savons fabriqués avec les boues de la mer Morte : en pleine Intifada, la société Ahava (amour) l'a invité à Ashdod pour traiter avec lui (« Ils m'ont accueilli comme le Messie ! »). Les touristes qui achètent ces savons au bord de la mer Morte et ailleurs ne se doutent sûrement pas de leur origine, mais c'est un marché limité. Pour écouler sa production, B. doit pouvoir utiliser des camions, et pour faire circuler des camions, il faut une autorisation, un « Permis spécial de passage aux checkpoints intérieurs de Judée et de Samarie » [termes utilisés par les tenants du Grand Israël pour désigner la Cisjordanie]. Pour cela, il doit faire à Naplouse le siège de la « Coordination » (terme qui date du temps d'Oslo où les services de sécurité israéliens et palestiniens travaillaient plus ou moins ensemble. Aujourd'hui, les Israéliens se coordonnent avec eux-mêmes). La Coordination accepte parfois, refuse souvent, si bien que les entrepôts de B. sont pleins de tonnes de savon qu'il ne peut pas faire sortir. Alors, dit-il en riant, il fait des cadeaux.

Avant l'Intifada, il existait à Naplouse beaucoup de petites usines comme celle de B., métallurgiques

Naplouse

et textiles (la plupart des vêtements de juifs orthodoxes étaient, paraît-il, fabriqués à Naplouse). L'encerclement de la ville les a obligées à fermer ou à réduire leur activité à un point où elles cessent d'être rentables.

Depuis vingt ans, K. dirige la seule librairie marxiste de Palestine, la *Librairie populaire*, au cœur de Naplouse. Il propose des classiques du communisme, des livres sur la résistance, des cassettes de chansons révolutionnaires. Ses meilleures ventes : Gorki, Dostoïevski, le *Manifeste du parti communiste*, Emile Habibi, Mahmoud Darwich, Ghassan Kanafani (son livre sur la révolte arabe de 1936). Il s'est fait éditeur pour la cause : son premier livre était consacré aux dessins de Naji el-Ali [caricaturiste palestinien assassiné par le Mossad à Londres]. Dernièrement, il a publié un guide de la résistance derrière les barreaux, tiré à 1000 exemplaires. Ses clients : les classes moyennes, et un marché qui va croissant, les cadeaux pour les prisonniers. La librairie a été ravagée à plusieurs reprises par les soldats au début de l'Intifada et pendant la réoccupation de 2002. Son neveu chéri, un leader étudiant, un communiste qui rêvait d'être libraire, a été arrêté, torturé et condamné à trois perpétuités pour avoir préparé un attentat-suicide (un prétexte, d'après K.).

K. est entré au Parti communiste à quinze ans (« L'occupant m'a empêché de faire des études,

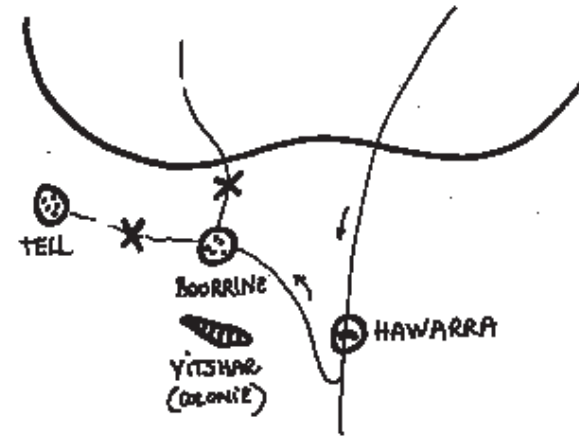
Notes sur l'occupation

le parti est ma maison, c'est là que j'ai appris à vivre.». Il est membre du comité exécutif du Parti du peuple [communiste], responsable des prisonniers et de la culture. L'Autorité palestinienne ? « C'est un acquis historique du peuple, elle a commis beaucoup d'erreurs, mais je continue à la soutenir. Elle a assuré une démocratie comme il n'en existe dans aucun pays arabe. Jamais on n'est intervenu sur ma librairie, alors qu'en Jordanie, j'ai vu interdire des livres à la vente en pleine foire internationale. J'ai été convoqué un jour par le ministre de l'Information, en présence d'Arafat qui a dit : "Ce n'est pas grave qu'on m'insulte, on peut vendre le livre." » [On lui a quand même interdit de vendre *Oslo I* et *Oslo II* d'Edward Said.] Le Hamas ? « C'est une fraction respectable de la résistance. On ne peut pas punir le peuple d'avoir fait un choix démocratique. Le Hamas a rempli un vide que nous avons laissé se creuser. Nous avons des divergences avec eux, mais nous ne serons jamais contre eux. »

Le vol de voitures est un domaine actif de coopération israélo-palestinienne. On peut trouver ici une excellente voiture pour 2 ou 3 000 shekels. Volée en Israël, elle aura passé les checkpoints conduite par un Israélien, avec ses plaques jaunes (les palestiniennes sont vertes), et elle aura changé de mains en arrivant à Naplouse où elle circulera tranquillement sans papiers ni assurance.

Naplouse

Beaucoup de taxis sont des voitures volées repeintes en jaune et maquillées. Les autochtones les repèrent car les compagnies dont le nom est peint sur les portières (« Taxis du paradis », « Taxis féériques ») n'existent pas. J'ai cru comprendre que les armes dont se servent les Palestiniens proviennent elles



aussi d'un trafic mafieux israélo-palestinien, mais ce n'est pas un sujet dont on parle si facilement.

Une partie de campagne. Bourrine, au sud de Naplouse, est un beau village ancien, une halte sur la route de Jénine à Jérusalem au temps des Ottomans. La route directe est coupée, si bien qu'il faut passer le contrôle d'Hawarra et revenir sur ses pas pour parvenir au village : 15 km au lieu de 3, sans compter le temps passé au checkpoint.

Notes sur l'occupation

Comme le montrent les graffitis et les drapeaux, Bourrine est un fief du FPLP. L'école secondaire date de 1927 et elle a toujours été mixte depuis, ce qui n'est pas si fréquent. Comme elle est située dans une zone où les forces d'occupation ont interdit de construire, son deuxième étage a été bâti sur pilotis au-dessus des anciens bâtiments. Une douzaine d'enseignants nous reçoivent – les enfants sont en vacances – et racontent.

«Le village est entouré de colonies sur toutes les hauteurs, dont celle d'Yitshar, l'une des plus extrémistes de Cisjordanie [c'est presque un lieu commun. Où sont les colonies paisibles ? Il doit bien en exister pourtant !]. Ce sont des Russes et autres gens de l'Est, et des Falachas, tous complexés parce qu'ils parlent moins bien l'hébreu que nous. Chaque année ils mettent le feu aux récoltes – même pendant le shabbat. Ils coupent les oliviers et, au printemps, ils font la razzia des agneaux. À l'automne, ils tirent sur ceux qui récoltent les olives, y compris sur les internationaux. On peut toujours aller porter plainte à la Coordination à Naplouse : ce sera une "plainte contre X" qui n'aboutira jamais. Parfois, nous faisons l'effort de téléphoner à l'armée que la récolte (ou la cueillette) va avoir lieu tel jour à tel endroit – ils arrivent toujours quand les colons sont partis. Autrefois, nous cultivions avec les élèves les terrains que l'école possède autour du village, mais maintenant c'est trop dangereux.

Naplouse

Les eaux usées des colonies sont déversées sur nos terres si bien que nos deux sources, célèbres depuis des siècles, sont polluées, ce qui a entraîné de nombreux cas d'hépatite. On ne devrait s'en servir que pour laver, et boire de l'eau minérale, mais les gens sont si pauvres...



Nos salaires ne sont pas payés depuis trois mois [depuis le boycott du gouvernement Hamas]. Du checkpoint de Hawarra à Bourrine (6 km), le taxi coûte 10 shekels aller et retour, soit 200 shekels par mois. Certains d'entre nous habitent Tell, un village à 3 km. Pour en venir et y retourner, la route est barrée, il faut passer par Naplouse ! L'un de nous a acheté un âne pour traverser les collines : les soldats l'ont passé à tabac avec le bâton pour l'âne. La plupart des enseignants de l'école font

Notes sur l'occupation

un second métier, agriculteurs, éleveurs de moutons... Le professeur d'éducation physique, qui a douze enfants – dont un fils en prison pour six ans – est chauffeur de taxi.

Nous essayons d'atténuer le sentiment d'injustice que ressentent les enfants, de les faire penser à autre chose, mais nous sommes en pleine contradiction : nous leur enseignons la Déclaration des droits de l'homme, le droit de tous à l'éducation et ils nous disent "c'est pas vrai tout ça ! Pourquoi le monde entier est incapable d'arrêter les Israéliens ?". Nous devenons des spécialistes de la transmission du mensonge. Nous devrions être gentils et nous trimballons tout un tas de soucis et de frustrations. Le matin, nous animons une petite radio scolaire où les élèves racontent des histoires qu'ils imaginent. Maintenant, c'est quoi ? Le père martyr, l'arrivée des soldats dans la maison, la visite à un frère en prison, l'agression par les colons... Les plus grands nous disent : "Vous avez échoué, vous nous racontez des blagues, nous devons inventer notre façon à nous de résister même si on appelle ça terrorisme." C'est comme ça que nous, enseignants, nous sommes accusés de nourrir le terrorisme. »

Dans une salle de l'école, une vingtaine d'ordinateurs tout neufs, cadeau de la diaspora du village, où la tradition d'émigration est ancienne. Et l'aide du ministère ? « Jamais nous n'avons vu de représentants du ministère. Ils devraient nous

Naplouse

aider, au moins symboliquement. Jamais. Tout ce qui est fait ici est dû à nos propres efforts. »

La manœuvre visant à monter le peuple contre le Hamas est en train d'échouer, au moins à Naplouse. Ceux à qui je parle, même proches du Fatah, sont tous d'avis que le résultat des élections doit être respecté. Que le Fatah soit le parti de la collaboration avec l'occupant est désormais plus qu'évident aux yeux des Naboulsis diversement politisés que je rencontre. Le gouverneur de la province de Naplouse [sorte de préfet Fatah, sans pouvoir] a interdit à Y. de verser aux enseignants de la ville et des villages l'argent d'une collecte faite en France, pour le motif que ce serait faire le jeu du Hamas. L'argent doit repartir pour Paris (il ne repartira pas).

L'animateur de Radio Najah est âgé de 27 ans. Formé au journalisme sur le tas, il a obtenu de l'université en 2003 qu'elle abrite et soutienne une radio indépendante. L'une de ses émissions les plus écoutées, outre les informations matinales, est « Parloir libre » où, tous les jeudis, les familles parlent aux prisonniers.

– *Comment faites-vous pour récolter l'information ?*

– J'ai des réseaux d'amis, des relais dans chaque quartier et dans chaque milieu. Et les gens nous téléphonent pour nous dire : « Vous devriez parler de ceci, ou de cela. » Je cherche à vérifier les

Notes sur l'occupation

rumeurs qui courent en ville. Par exemple, on a dit que les aides qui arrivaient étaient distribuées en priorité aux membres du Hamas. J'en ai parlé à la direction locale du parti qui m'a dit que c'était faux, mais j'ai pu montrer que c'était bien ce qui se passait. L'an dernier, nous avons prouvé que l'Autorité écoulait des produits périmés. Nous les avons obligés à les brûler et les cadres responsables ont été limogés. Actuellement, il y a une campagne pour contrôler ceux qui roulent sans assurance : les gens faisaient la queue pendant plus de huit heures. J'ai fait des interviews dans la foule, et deux jours après on n'attendait plus qu'un quart d'heure et le directeur du bureau a été viré. Nous sommes devenus une source pour les agences de presse des pays arabes et même les Israéliens nous écoutent. Je lis beaucoup les journaux israéliens.

– *Avez-vous eu des ennuis ?*

– Je n'ai jamais subi de pression politique directe mais il y a deux mois, les gens de l'Autorité [la présidence Fatah] ont écrit au doyen de l'université pour lui dire que ça suffisait comme ça et le Hamas a fait pression dans le même sens. Mais le doyen nous soutient. Le ministre de l'Information du gouvernement précédent [Fatah] a menacé l'un des membres de notre équipe. Je l'ai insulté dans une de mes émissions et il s'est écrasé. Je n'ai personne derrière moi mais je fais semblant d'être fort, et les politiques ont peur de la vérité.

Naplouse

Vies de familles. S., petite fille de 9 ans et son frère J., 10 ans, sont élevés par leur grand-mère dans une maison de la vieille ville. En 2001, leur père a été condamné à 22 ans de prison et leur mère à 13 ans. Ils étaient accusés d'avoir essayé de placer une bombe dans la gare d'autobus de Tèl-Aviv. Les enfants n'ont pas vu leurs parents depuis trois mois, ils n'ont pu leur rendre visite que quatre fois depuis cinq ans qu'ils sont en prison en Israël, dans deux villes différentes. Ils n'ont vu leur père que derrière une vitre – avec les menottes et les pieds entravés. La vieille dame ne peut pas aller voir ce fils-là ni sa femme : les visites lui sont interdites « pour raisons de sécurité » si bien que les enfants prennent seuls le car de la Croix-Rouge pour Ashkelon. Elle ne peut pas non plus rendre visite à son deuxième fils, qui a été arrêté six mois plus tard et condamné à 18 ans de prison.

Les soldats sont venus chez elle quatre fois et ont tout cassé dans la maison, comme ils le font régulièrement chez les familles de prisonniers. Les « salaires » ordinairement versés aux familles de détenus ne sont plus payés depuis plusieurs mois, depuis le boycott. La grand-mère ne peut donc plus envoyer d'argent aux prisonniers. Or la nourriture « normale » de la prison est immangeable, il y a des cafards dans la soupe... Il faut payer pour se nourrir en prison.

Entre-temps est entré un oncle des enfants. Son fils s'est fait exploser en Israël en 2002 et son vœu

Notes sur l'occupation

le plus cher est de récupérer son corps. Un militant ? Pas du tout, même pas un croyant, mais quand on lui a détruit sa maison, quand il s'est rendu compte qu'il n'avait plus de toit, plus de travail, plus aucun avenir, il a décidé d'en finir de cette façon-là.

S. et J. sont dans les premiers à l'école. Elle veut devenir professeur et lui médecin.

A., âgé de 15 ans, est l'un des jeunes qui fréquentent les stages de Darna. Il nous reçoit avec sa grand-mère dans leur maison à la périphérie de Naplouse. Sa mère est sortie de prison il y a cinq mois. Il a un frère qui a été condamné à 20 ans, il y a trois ans. Il va le voir tous les mois, à la prison de Telmond, près de Natanya. Le père est parti sans laisser d'adresse.

La mère entre, non voilée, très belle avec ses cheveux courts. Au moment de son arrestation, elle s'est trouvée par hasard dans la même prison que son fils aîné qui croyait qu'elle venait lui rendre visite. Elle n'a jamais su pourquoi on l'avait prise, elle : on lui a dit qu'elle était « dangereuse pour la sécurité d'Israël ». Dans sa prison, les militants et militantes du Fatah et du Hamas étaient dans des quartiers séparés. Je lui demande de quel bord elle était : Fatah, mais cette fois-ci elle a voté Hamas. Elle a mené en prison une grève de la faim de deux mois : il y avait quatre appels par jour, et si une détenue manquait, une punition collective

Naplouse

s'abattait sur toutes les femmes. En représailles, on lui a interdit de voir son fils – et maintenant, en tant qu'ex-prisonnière, elle n'a pas de droit de visite. Elle ne peut le contacter que par le biais des radios locales. Pour le téléphone, il y a une liste d'attente de plusieurs mois.

Le fils aîné est responsable des jeunes de la prison – il y a là beaucoup de gosses de 14 ou 15 ans. Il avait été contacté par des gens du camp de Balata pour un attentat-suicide. Il a refusé, mais en disant qu'il allait essayer de trouver un autre que lui, et c'est pour ça qu'il a été jugé et condamné. La mère est allée trouver ces gens de Balata, mais ils ont refusé de l'aider.

La grand-mère me demande ce que je pense d'Abou Mazen. Je réponds à côté, sentant qu'elle a envie de s'exprimer. De fait, elle explique qu'elle voudrait qu'il y ait de nouvelles élections législatives. La jeune femme ne veut plus entendre parler des partis politiques. A., lui, pense qu'il n'a pas d'avenir et qu'il est inutile de perdre son temps à faire des plans.

La famille Z, au cœur de la vieille ville. Le père nous reçoit, plus très jeune, exténué. L'un de ses fils a été tué, un autre est en prison, condamné à cinq ans pour « aide à la résistance ». Leur fille de 18 ans a été arrêtée la semaine dernière. On a dit à son père qu'elle était en détention administrative pour quatre mois mais que si elle versait

Notes sur l'occupation

4000 shekels, on la libérerait. Dans la cour, le dernier-né, un petit garçon qui doit avoir deux ans porte le nom de son frère mort, Jamal.

La mère entre, portant les courses. Elle jette son voile et enlève ses chaussures. Son fils, elle peut aller le voir, mais elle n'a pas vu sa fille depuis son arrestation, « pour raisons de sécurité ». S'agit-il d'une famille militante, pour être aussi éprouvée ? « La vieille ville est une cible constante de l'armée, il n'y a pas besoin d'être un politique pour être un résistant, ça va de soi. »

Pour les visites, le car de la Croix-Rouge part à 3 heures du matin avec tous les parents de prisonniers du coin et souvent des enfants de 8-10 ans tout seuls. Le car ne peut pas s'arrêter pendant son trajet en Israël : ni les parents ni les enfants ne peuvent descendre pour faire leurs besoins. La visite dure une heure dans le meilleur des cas, derrière une vitre. Le retour se fait dans la nuit.

L'étranger que je suis ressent malgré tout une sorte de légèreté de l'air à Naplouse. Il y a la difficulté de la vie quotidienne, la fatigue, la souffrance et les deuils, mais il ne serait pas juste de s'en tenir là. Il y a aussi une ville sans police – ce qui n'est pas rien –, sans publicité, sans êtres humains réduits à dormir dans la rue et à mendier pour vivre, une ville dont la population n'est pas réductible à la somme arithmétique de ses habitants. De même que la pression exercée sur un

Naplouse

fluide peut dans certaines conditions modifier son état physique, la pression dans la cocotte-minute de Naplouse a transformé la population en *peuple*. Un jour, quand le pays sera en paix, quand les savonneries ruinées et les misérables logements de la vieille ville seront transformés en restaurants de luxe et hôtels de charme pour la bourgeoisie judéo-arabe et les touristes, les petits-neveux des « martyrs » dont les portraits funèbres se mêlent aujourd'hui aux affiches électorales se diront peut-être qu'au fond, c'était le bon temps.